

Crous de Nantes Pays de la Loire

CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICES

Au sens des articles L.1121-1 et L.1121-3, R.3122-1 et suivants et R.3126-1 du Code de la
Commande Publique

**MISE A DISPOSITION, EXPLOITATION ET MAINTENANCE DE
DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES POUR LES SITES DU CROUS DE
NANTES PAYS DE LA LOIRE**

Date limite de remise des offres 26 mai 2025 à 14h00m00s

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

RC N° CSP_2025_001_NTE

Le présent RC comporte 18 pages
(page de garde comprise)
numérotées de 1 à 18.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - NOM ET ADRESSE DE L'AUTORITE CONCEDANTE	4
ARTICLE 2 - OBJET ET PERIMETRE DE LA CONSULTATION	4
2.1. OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.2. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	5
2.3. FORME DU MARCHÉ	5
2.4. ALLOTISSEMENT.....	5
ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONCESSION	5
ARTICLE 4 - VALEUR ESTIMEE DE LA CONCESSION.....	5
ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
5.1. PROCEDURE DE PASSATION	5
5.2. VARIANTES	6
5.3. LIEUX D'EXECUTION	6
5.4. VISITE DES LOCAUX	6
5.5. DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	6
5.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	6
5.7. DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 6 - PRIME AUX SOUMISSIONNAIRES.....	7
ARTICLE 7 - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	7
7.1. GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	7
7.2. SOUS-CONTRATS.....	7
ARTICLE 8 - INFORMATION DES CANDIDATS	8
8.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	8
8.2. MODALITES DE RETRAIT ET CONSULTATION DES DOCUMENTS	8
ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION	8
ARTICLE 10 - CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET OFFRE	9
10.1. CONDITIONS DE PARTICIPATION	9
10.2. LANGUE ET DEVISE.....	9
10.3. PRESENTATION DES CANDIDATURES	9
10.4. PRESENTATION DES OFFRES	10
10.5. DEMANDES D'INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	10
10.6. MODALITES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
10.6.1. Dépôt des candidatures et des offres.....	10
10.6.2. Procédure à suivre pour la présente consultation.....	11
10.6.3. Signature des offres déposées sous forme dématérialisées.....	11
10.6.4. Horodatage	11
10.6.5. Copie de sauvegarde	12
10.6.6. Avertissements.....	12
ARTICLE 11 - RECEPTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
11.1. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES.....	12
11.2. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
11.3. EXAMEN DES CANDIDATURES.....	13
11.4. CHANGEMENT DE SITUATION AU REGARD DES MOTIFS D'EXCLUSION	13
11.5. EXAMEN DES OFFRES	14
11.6. CRITERES D'ATTRIBUTION ET METHODE DE NOTATION.....	14
11.6.1. Valeur économique (40%)	14
11.6.2. Valeur technique (60%).....	14

ARTICLE 12 - ATTRIBUTION DU MARCHE.....	15
12.1. ATTRIBUTION	15
12.2. NOTIFICATION	15
12.3. VERIFICATION DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER : TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE	15
ARTICLE 13 - CONTENTIEUX	18

Conformément aux dispositions des articles R2132-7 à R2132-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée.

Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé. Si une offre est déposée uniquement sur support physique, elle sera renvoyée à son auteur sans avoir été ouverte.

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique via la plateforme de publication accessible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 1 - NOM ET ADRESSE DE L'AUTORITE CONCEDANTE

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Nantes Pays de la Loire

2 bd Guy Mollet BP 52213

44322 NANTES cedex 3

Point de contact : direction des achats

Tel : 02.40.37.13.31

Courriel : achat@crous-nantes.fr

Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Nathalie BOURSIER, Directrice générale du Crous de Nantes Pays de la Loire

Tél. : 02.40.37.13.30

Fax : 02.40.37.13.00

Site internet : <http://www.crous-nantes.fr>

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Principale activité : Hébergement, restauration et aides financières aux étudiants.

ARTICLE 2 - OBJET ET PERIMETRE DE LA CONSULTATION

2.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la mise en concurrence de la concession de service pour la mise à disposition, l'exploitation et la maintenance de distributeurs automatiques sur les sites du Crous de Nantes Pays de la Loire. Le concessionnaire assurera les prestations suivantes :

- La livraison, la mise à disposition, l'installation et la mise en service des distributeurs automatiques de boissons chaudes ou froides, de confiseries et desserts, de sandwiches et produits frais.
- L'approvisionnement quantitatif et qualitatif, continu et régulier, en produits
- La maintenance préventive : l'entretien et le nettoyage complet des distributeurs et de leurs moyens de paiement
- La maintenance curative des distributeurs automatiques et de leurs moyens de paiement, à savoir, en cas de panne, le diagnostic et toutes les réparations nécessaires à la remise en service durable
- Le réglage, le paramétrage, la configuration et la gestion des distributeurs automatiques ainsi que des systèmes de paiement
- Le blindage des distributeurs automatiques,
- L'habillage/stickage des distributeurs selon la charte graphique du CROUS
- La gestion du point de vente (animations, communication ...)
- Le remplacement de distributeurs automatiques en cas de pannes importantes ou répétées
- La prise en charge des dégradations pouvant émaner d'actes d'incivilités et l'ensemble des coûts afférents à la remise en service

2.2. Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

51542200 – Services d’installation de machines de traitement des boissons

51542100 – Services d’installation de machines de traitement des aliments

50000000-5 – Services de réparation et d’entretien

2.3. Forme du marché

Il s’agit d’une concession de services au sens des articles L.1121-1 et L.1121-3 R. 3111-1 et suivants, R. 3122-1 et suivants et R. 3126-1 à R. 3126-13 du Code de la commande publique par laquelle le Crous de Nantes Pays de la Loire, en sa qualité d’autorité concédante, confie la gestion du service au concessionnaire, à qui est transféré un risque lié à l’exploitation, en contrepartie du droit d’exploiter assorti d’un prix.

2.4. Allotissement

La consultation n’est pas allotie afin de garantir l’homogénéité des produits fournis dans l’ensemble des établissements du Crous de Nantes Pays de la Loire.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONCESSION

La date de démarrage des prestations est fixée au 1^{er} septembre 2025.

Le contrat de concession est conclu pour une durée de 5 ans (60 mois) à compter du 1^{er} septembre 2025. A l’issue de cette période, le contrat pourra être reconduit expressément 2 fois pour une durée de (1) un an (12 mois). La durée totale du contrat n’excèdera pas 7 ans (84 mois). Pour les sites n’appartenant pas au Crous de Nantes, la date de fin de contrat pourra être impactée par le renouvellement ou non de l’autorisation d’occupation temporaire du domaine public accordée par les différents partenaires du Crous pour l’exploitation de cafétérias.

Pour les sites nouvellement créés, un avenant sera élaboré d’un commun accord entre les parties, afin de fixer les modalités pratiques de mise à disposition, implantation et exploitation de ces nouveaux distributeurs concernés et le pourcentage de versement de redevance.

ARTICLE 4 - VALEUR ESTIMEE DE LA CONCESSION

En application des articles R.3121-1 et suivants du Code de la commande publique, l’estimation de la valeur de la présente concession de service public correspond au chiffre d’affaires total hors taxe du concessionnaire pendant la durée de la concession.

La valeur totale de la concession pour 84 mois est estimée à 3 680 474 € HT.

Le calcul a été réalisé sur la base des recettes de l’année 2024, multipliées par le nombre d’années prévues pour la présente concession reconductions comprises, soit 7 ans maximum.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1. Procédure de passation

Conformément au sens des articles L.1121-1 et L.1121-3, R. 3111-1 et suivants, R. 3122-1 et suivants et R. 3126-1 à R. 3126-13 du Code de la commande publique, le présent marché est passé sous la forme d’une concession de services, avec une publicité sur le profil acheteur du Crous de Nantes Pays de la Loire <https://www.marches-publics.gouv.fr>, une publicité nationale au BOAMP et au JOUE.

5.2. Variantes

Elles ne sont pas autorisées.

5.3. Lieux d'exécution

Les prestations se dérouleront sur les sites du Crous de Nantes Pays de la Loire des villes de Nantes, Saint Nazaire, Angers, Le Mans, Laval et La Roche-sur-Yon. La liste des sites, dans sa version arrêtée à la date de publication de la présente consultation, figure en annexe 1 du Contrat de concession.

Code NUTS : FRG0 (Pays de Loire).

Cette liste est susceptible d'évoluer en cours de marché (ajout ou suppression de sites).

5.4. Visite des locaux

La volonté du Crous de Nantes est de construire une relation de partenariat fiable et durable. Dans ce cadre, il est souhaitable que les offres s'appuient sur une étude concrète des implantations. C'est pourquoi la visite d'un échantillon représentatif des différentes unités de gestion du Crous de Nantes est imposée, afin que les candidats puissent prendre la mesure de la spécificité des lieux, et évaluer au mieux le C.A. potentiel.

Pour cela, ils prendront contact par téléphone au moins 48h à l'avance, avec les responsables des sites listés en annexe afin de convenir d'un rendez-vous (cf. annexe n°1 Coordonnées des sites), et veilleront à faire remplir pour chacun des sites une attestation de visite (cf. annexe n°2 au RC Attestation de visite). Ces attestations devront obligatoirement être fournies par le candidat afin que son offre soit considérée comme régulière.

Seul le titulaire de la concession de service public en cours au moment de la présente consultation peut, au titre qu'il possède déjà une connaissance approfondie des sites et de leurs contraintes, être dispensé de ces visites obligatoires sans que son offre ne soit considérée comme irrégulière.

5.5. Date et heure limite de remise des offres

La date de remise des offres est fixée au **26 mai 2025** à 14h00m00s

5.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

5.7. Délais d'exécution

La date impérative de déploiement des distributeurs est fixée entre le 1^{er} septembre et le 15 septembre 2025.

Une réunion pour préparer le déploiement sera organisée en juin 2025 entre l'attributaire et le Crous de Nantes.

Afin de maintenir la continuité de service, le prestataire de l'ancienne concession de service public enlèvera progressivement ses distributeurs dans la même période.

ARTICLE 6 - PRIME AUX SOUMISSIONNAIRES

Aucune indemnité ni prime ne sera allouée aux soumissionnaires ayant participé à la procédure.

ARTICLE 7 - FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

7.1. Groupements d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire.

Les candidats sont informés qu'en cas de candidatures en groupement, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de la concession, sous réserve du cas particulier prévu à l'article L.3123-16 du Code de la commande publique.

En cas de constitution de groupement conjoint ou solidaire, un seul pli est déposé, dont le dossier de candidature qui comprend obligatoirement :

- Un document unique et signé de l'ensemble des membres du groupement mentionnant au moins l'identité des membres du groupement, la forme du groupement, et l'étendue du mandat conféré au mandataire par ses cotraitants (DC1) ;
- Pour chacun des membres du groupement, un dossier comprenant les documents et renseignements généralement exigés des candidats (DC2).

Dans le cas d'un groupement solidaire, le candidat complètera, dans l'acte d'engagement, la partie relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants.

En cas de groupement, l'appréciation de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, des capacités économiques et financières et des capacités techniques et professionnelles du groupement est effectuée de manière globale.

7.2. Sous-contrats

Conformément à l'article L.3134-1 du Code de la commande publique, le concessionnaire peut confier à des tiers une part des prestations faisant l'objet du contrat de concession.

Le sous-contrat ne peut porter en tout état de cause que sur une partie et non sur l'ensemble du service faisant l'objet du présent contrat. Le concessionnaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du contrat de concession. Il demeure l'unique interlocuteur du concédant et le garant de la globalité des engagements de performance.

Le concessionnaire ne peut sous-concéder une partie de sa mission à un tiers sans l'accord préalable et express du concédant.

Au stade de la remise des offres, la demande de sous-concession doit comprendre les éléments suivants :

- L'identification des prestations que le concessionnaire envisage de sous-concéder ;
- Les garanties économiques et financières, techniques et professionnelles présentées par le sous- concessionnaire en vue d'assurer le bon fonctionnement des missions qui lui sont confiées ;
- L'engagement par le sous-concessionnaire d'exécuter toutes les obligations de service imposées par le contrat de concession ;

- L'acceptation par le sous-concessionnaire d'un contrôle identique à celui auquel est soumis le concessionnaire, selon les modalités prévues par le contrat de concession.

ARTICLE 8 - INFORMATION DES CANDIDATS

8.1. Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (liste des pièces à fournir aux candidats par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) :
 - Annexe n°1 : "Coordonnées des sites"
 - Annexe n°2 : "Attestation de visite"
- Le contrat de concession et ses dix (10) annexes :
 - Annexe n°1 « Annexe financière » ;
 - Annexe n°2 « Tarifs applicables en distributeurs automatiques » ;
 - Annexe n°3 « Exemple habillage distributeur »
 - Annexe n°4 « Parc distributeurs automatiques à installer avec CA annuel » ;
 - Annexe n°5 « Référentiel des marques » ;
 - Annexe n°6 « Convention IZLY » ;
 - Annexe n°7 « Spécification SI Crous Encaissement Restauration - Logiciel Externe » ;
 - Annexe n°8 « Cadre de réponse technique » ;
 - Annexe n°9 : « Annexe RGPD » ;
 - Annexe n°10 : « Points d'encaissement ».

8.2. Modalités de retrait et consultation des documents

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). Celles-ci doivent être communiquées **au plus tard 10 jours** calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats ne sont pas autorisés à modifier les documents de la consultation sans l'accord de l'autorité concédante.

ARTICLE 10 - CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE ET OFFRE

10.1. Conditions de participation

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-contrats connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) pour lesquels un sous-contrat est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-contractants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des cotraitants pour l'exécution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

10.2. Langue et devise

La candidature et l'offre doivent être rédigées en langue française.

Si les documents fournis par le candidat à l'appui de sa candidature ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'offre financière doit être exprimée en euros.

10.3. Présentation des candidatures

Les candidats devront produire un dossier complet selon les dispositions de l'article R2143-3 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le dossier de candidature devra être distinct du dossier contenant l'offre du candidat.

Ce dossier « Candidature » contiendra obligatoirement :

- Pouvoir de la personne habilitée à engager chaque soumissionnaire, cotraitant ou sous-traitant ;
- Lettre de candidature (DC1 - disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14 du CCP ;
- Déclaration sur l'honneur que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application des articles L.3123-18, L.3123-19 et L.3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R.3123-1 à R.3123-8 du CCP, sont exacts ;
- Copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant) ;
- Les attestations fiscales de l'année en cours délivrées par les administrations et organismes compétents ;

- Les attestations sociales de moins de 6 mois prouvant que le candidat est à jour de ses impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales, délivrées par les administrations et organismes compétents ;
- Extrait Kbis de moins de 3 mois ;
- Déclaration du chiffre d'affaires global portant sur les trois derniers exercices disponibles ;
- Une présentation de l'entreprise précisant les moyens matériels et humains, ainsi que les références vérifiables et quantifiées en termes de clientèle en correspondance avec l'objet du marché ;
- Attestation d'assurance en cours de validité ;
- L'annexe n°2 au RC « Attestation de visite » dûment complétée et signée par l'ensemble des parties.

Conformément à l'article R.3123-20 du Code de la commande publique, l'autorité concédante pourra demander à tous les candidats dont la candidature est incomplète de compléter leur dossier dans un délai commun à tous. **Si à l'expiration de ce délai, le candidat n'a pas produit les documents ou renseignements demandés, sa candidature sera rejetée.**

10.4. Présentation des offres

Le dossier « Offre » sera composé des éléments suivants :

- Le contrat de concession dûment complété et signé ;
- L'annexe n°1 « Annexe financière » dûment complétée et signée ;
- L'annexe n°5 « Référentiel des marques » dûment complétée et signée ;
- L'annexe n°8 « Cadre de réponse technique » dûment complétée et signée ;
- Une proposition de planning de déploiement du parc (document non fourni dans le DCE).

10.5. Demandes d'informations complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les soumissionnaires devront faire parvenir **au plus tard 10 jours** avant la date limite de réception des offres une demande écrite par voie dématérialisée via le Profil d'acheteur du Crous de Nantes : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors adressée, sur ledit Profil d'acheteur **6 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres, conformément à l'article R.3122-12 du Code de la commande publique.

Attention : les services centraux du Crous de Nantes Pays de la Loire seront fermés du samedi 2 août 2025 au dimanche 17 août 2025 inclus.

10.6. Modalités de transmission des candidatures et des offres

10.6.1. Dépôt des candidatures et des offres

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les candidats trouveront sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> des guides téléchargeables et des tutoriels qui précisent les conditions d'utilisation de la plateforme, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

10.6.2. Procédure à suivre pour la présente consultation

Pour décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : .pdf, .zip, .docx, .xlsx, .jpg

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le soumissionnaire est invité à tenir compte des indications suivantes, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation (précisions éventuelles, réponses, rectifications, etc.) :

- Présenter l'offre sous des formats compatibles avec ceux utilisés par la personne publique, par précaution, utiliser les formats des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- Renseigner, lors du téléchargement du DCE, les rubriques suivantes :
 - Le nom du soumissionnaire
 - Une adresse électronique
 - Le nom d'un correspondant

Nota : Les documents électroniques ont des contenus strictement identiques aux documents papier diffusés dans le même cadre. Le pouvoir adjudicateur s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne.

10.6.3. Signature des offres déposées sous forme dématérialisées

Les candidats qui souhaitent signer électroniquement leur offre, doivent disposer d'un certificat de signature électronique répondant à la réglementation eIDAS et à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Ces signatures électroniques sont le seul moyen de prouver l'intégrité, l'identité et l'engagement du candidat.

Il appartient au candidat de se procurer un certificat électronique personnel par le biais d'une autorité de certification reconnue par le ministère des Finances. Les entreprises peuvent acquérir les certificats de signature auprès du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et des CCI, les banques, les compagnies d'assurances ...

Le certificat de signature électronique est nominatif et attaché au signataire. La personne qui signe doit avoir le pouvoir d'engager la société et donc le titulaire du certificat doit être le représentant légal de la société (gérant, président, ...) ou disposer d'un pouvoir (à joindre dans le dossier de candidature) l'autorisant à signer.

Après signature électronique, les offres des candidats feront l'objet d'un système de chiffrement afin de leur assurer que les plis ne peuvent pas être ouverts par la personne publique avant la date limite de remise des plis.

10.6.4. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

10.6.5. Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie de sauvegarde doit respecter le même formalisme que la proposition originale.

Cette copie de sauvegarde peut être transmise :

- Par voie électronique dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de l'économie à l'adresse courriel achat@crous-nantes.fr.
- Ou par voie postale sur support papier ou sur support physique électronique.

Crous de Nantes-Pays de la Loire

Direction des achats

2 boulevard Guy Mollet - BP 52213

44322 Nantes cedex 3

- Dans ce cas, la copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :
 - « Copie de sauvegarde » ;
 - Intitulé de la consultation ;
 - Nom ou dénomination du candidat.

Nota : l'accueil des services centraux du Crous de Nantes Pays de la Loire est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 16h00

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

10.6.6. Avertissements

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus qui pourraient rendre la candidature irrecevable.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu.

Le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

Il est donc recommandé d'envoyer les offres dans un délai raisonnable avant la date limite de réception des plis pour réitérer l'envoi si le premier comporte un virus.

ARTICLE 11 - RECEPTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

11.1. Date limite de remise des offres

La date limite de réception des plis dématérialisés est fixée au : **26 mai 2025 à 14h00m00s.**

Les candidats transmettent leur offre impérativement avant les dates et heures limites indiquées au présent règlement de la consultation, à défaut, elle ne sera pas ouverte et rejetée.

Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de leur offre a été réalisée avec succès leur est affiché puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique avec signature électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie pour le soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue au Crous de Nantes Pays de la Loire.

Il est rappelé que la durée du téléchargement et de la remise des plis varie fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la remise d'une offre électronique peut prendre du temps et qu'il leur appartient de se connecter suffisamment en amont des dates et heures limites afin de s'assurer de pouvoir déposer leur offre dans les délais, y compris s'ils rencontrent un problème lors de l'envoi de leur réponse.

11.2. Traitement des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire peut être amené à recueillir et traiter des données à caractère personnel concernant des usagers, clients ou personnels. Ces informations sont ci-après dénommées 'Données'.

Ces Données constituent des données à caractère personnel au sens de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, ainsi que du règlement 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données (RGPD). Le titulaire ne peut les utiliser que dans le cadre de sa mission. Il les détruira dès la fin du présent marché sans en garder de copie quel qu'en soit le support (dématérialisé ou non).

11.3. Examen des candidatures

Les candidatures seront appréciées sur la base des capacités professionnelles, techniques et financières à exécuter le marché compte tenu des caractéristiques principales, au regard des documents demandés à l'article 10.3.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous.

Par principe d'égalité et de transparence, les autres candidats seront informés qu'ils ont la possibilité de compléter leur candidature dans les mêmes délais.

11.4. Changement de situation au regard des motifs d'exclusion

Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

Dans cette hypothèse, l'acheteur exclut le candidat de la procédure de passation du marché pour ce motif.

11.5. Examen des offres

Les offres reçues hors délai sont éliminées. Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

L'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés par des offres irrégulières à les régulariser dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix qu'elle estimera nécessaires.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

11.6. Critères d'attribution et méthode de notation

Le candidat renseigne le bordereau de prix unitaire, ainsi que le cadre de réponse technique de manière complète et conforme aux modalités précisées, et les remet à l'appui de son offre.

Le marché sera attribué au candidat qui aura remis l'offre la plus économiquement avantageuse, appréciée en fonction des critères pondérés et dans les conditions définies ci-dessous :

11.6.1. Valeur économique (40%)

Apprécié sur la base :

Critères	Points
Taux de redevance proposés	40 points
<i>Taux de redevance variable du marché (tous produits et boissons XL)</i>	20 points
<i>Valeur de redevance minimum fixe</i>	20 points

11.6.2. Valeur technique (60%)

La valeur technique est jugée sur la base du cadre de réponse technique et de ses annexes (60%)

Critères	Points
Qualité de service Critères appréciés sur la base du cadre de réponse technique	60 points
2.1- Moyens techniques mis en œuvre : modalités d'approvisionnement des distributeurs, gestion et optimisation des tournées, plan de tournée, dispositif d'encaissement, protocole autonome de gestion des réclamations et procédures possibles de remboursement en cas de dysfonctionnement, procédure de gestion en cas d'alerte sanitaire, modalités de mise en place et d'enlèvement du parc de distributeurs	15 points

2.2- Choix des automates pour assurer la prestation la plus complète (description technique et présentation détaillée des appareils, innovation, énergie, propositions et solutions visant à promouvoir et apporter un service d'eau gratuit aux étudiants et de réduction des boissons à emballage plastique, sécurisation des distributeurs)	15 points
2.3 – Choix, variété et qualité des produits proposés	10 points
2.4 – Moyens humains affectés à la prestation, (organisation, qualifications et expérience du personnel assigné à l'exécution de la concession, capacité à suppléer aux absences des techniciens affectés à la prestation, personnes ressources pour ce marché)	10 points
2.5- Organisation de la maintenance préventive et curative (procédures et moyens pour assurer l'entretien et le nettoyage, analyse bactériologique, modalités d'intervention et de réparation en cas de dysfonctionnement, service d'astreinte)	5 points
2.6 – Mesures prises en faveur du développement durable dans le cadre du contrat de concession	5 points

ARTICLE 12 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

12.1. Attribution

L'autorité concédante choisit l'offre qu'elle juge économiquement la plus avantageuse en application du ou des critères d'attribution. Ainsi, l'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire. L'attributaire provisoire fournit impérativement (dans le cas où le délai de validité des documents initialement transmis est expiré), dans un délai mentionné dans le courrier qui lui est adressé, les certificats et attestations prévus à l'article R.3123-20 du Code de la commande publique.

Lorsque l'attributaire retenu provisoirement ne produit pas les attestations et certificats mentionnés à l'alinéa précédent, l'autorité concédante attribue le contrat de concession dans l'ordre de classement mentionné dans le rapport de présentation.

Les soumissionnaires non retenus en sont informés par courrier via la plateforme PLACE.

12.2. Notification

Les attributaires recevront une copie du contrat signé par un représentant habilité via la plateforme PLACE. L'accusé de réception du message vaut notification officielle du contrat de concession et autorisation d'occupation du domaine public.

12.3. Vérification des interdictions de soumissionner : transmission des moyens de preuve

Conformément aux dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous peuvent être déposées par le titulaire pressenti sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le Crous de Nantes Pays de la Loire à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

En cas d'impossibilité de se procurer les documents justificatifs directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au candidat.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché fournit dans un délai de quatre (4) jours ouvrables, les documents suivants :

- Le contrat de concession, à compléter et à signer électroniquement, le cas échéant par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques, et tous les documents et / ou informations qui seront listés dans la décision d'attribution provisoire.
- Le cas échéant, dans le cas où les membres du groupement d'opérateurs économiques ne signent pas tous le contrat de concession, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement.
- Le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente (titulaire individuel ou groupement d'opérateurs économiques).
- Le cas échéant, en cas de sous-contrat, la déclaration de sous-contrat signée par le sous-contractant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-contractant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci.
- Le ou les relevé(s) d'identité bancaire ou équivalent.
- Une attestation d'assurance en responsabilité civile et professionnelle.
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- Le cas échéant, si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail.
 - Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail).
- Lorsque le soumissionnaire est établi en France : Un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article 51 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1.
- Lorsque le soumissionnaire est établi en France : Pour les entreprises en cours d'inscription – un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE).
- Lorsque le soumissionnaire est établi en France : dans le cas où le soumissionnaire est une société fille (filiale), le cas échéant, une attestation de régularité fiscale justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA par la société mère ou par la filiale.
- Le cas échéant, le(s) certificat(s) délivré(s) par les administrations et organismes compétents suivant(s) :
 - certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés
 - et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ; certificat de l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ;
 - pour tout employeur occupant au moins vingt salariés le cas échéant, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.
- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union

européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.
- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : un extrait du registre pertinent au sens du IV de l'article 51 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 6 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;

- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France : Le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article L.1262-1 du code du travail :
 - une copie de la déclaration à l'inspection du travail conformément à l'article L.1262-2-1 du code du travail ;
 - une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné à l'article R.1263-2-1 du code du travail ;
 - une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la DIRECCTE, conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.
- Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France :
 - Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

Si le candidat retenu ne peut produire les justificatifs mentionnés ci-dessus dans le délai imparti, son offre sera rejetée.

Dans ce cas le pouvoir adjudicateur adressera la même demande au candidat classé deuxième dans le classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront avisés.

ARTICLE 13 - CONTENTIEUX

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Nantes sis à :

6, allée de l'Ile Gloriette

44041 NANTES CEDEX, FRANCE.

Téléphone : 02.40.99.46.00

Télécopie : 02.40.99.46.58

Courrier électronique : greffe.ta-nantes@juradm.fr

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Toute décision défavorable au titre du présent marché, pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif précité dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.